

SURVIVRE DANS LE CHAOS

Récits du Darfour



Si tout le monde a entendu parler du Darfour, il est très difficile de se représenter aujourd'hui quelle est la situation pour les populations vivant sur ce territoire. Dix Darfouris ont accepté de décrire leur quotidien et de raconter leur parcours. A travers ces histoires individuelles apparaissent des situations très contrastées et des points communs, tels que la recherche de sécurité, le sentiment d'enfermement et l'absence de perspectives.

Une série de questions et de réponses accompagne ces récits, qui s'inscrivent dans un contexte complexe et volatile. La guerre continue au Darfour, les quatre dimensions du conflit ont toutes des répercussions sur les populations civiles. Le Darfour représente aujourd'hui l'opération humanitaire la plus importante au monde et les indicateurs sanitaires, dans les zones accessibles, restent en deçà des seuils d'urgence. Mais les organisations internationales ont tendance à réduire leurs efforts alors que les besoins augmentent.

Un tiers des Darfouris vivent dans des camps de déplacés, c'est-à-dire environ deux millions et demi de personnes. « *La sécurité, c'est le principal souci. Et puis la nourriture.* » résumait des femmes qui ont fui le même village, il y a quatre ans, et vivent depuis dans un camp, à Zalingei. Les conditions de vie sont parfois très différentes d'un camp à un autre. Kaltuma, une grand-mère, a attendu deux mois avant de pouvoir trouver l'argent pour se rendre à Zalingei consulter un médecin, puisque dans le camp où elle vit « *il n'y a rien* ». Radia, mère isolée de trois enfants, fuit pour la seconde fois, elle arrive dans un autre camp de déplacés, dans l'espoir d'être mieux protégée.

Certains étaient agriculteurs, d'autres éleveurs. Umtaso, une autre grand-mère, appartient à une tribu nomade éleveur de vaches et elle vit aujourd'hui dans un camp de déplacés, après des conflits avec d'autres tribus nomades. « *Nous étions les uns à côté des autres. Maintenant ils vivent à notre place, ils se sont installés dans le village. Et nous nous sommes ici.* » constate t-elle. Déplacée également, Kaltam ne vit pas dans un camp. Les membres de sa tribu se sont rassemblés dans un même lieu dans l'espoir de mieux se défendre en étant tous groupés. « *Il y a eu de plus en plus de problèmes, nous avons été attaqués et nous avons dû partir nous aussi. Je ne veux pas rester ici, je veux rentrer chez moi.* » proteste la jeune femme. Mais ses aînées sont catégoriques : « *Si nous rentrons, ils nous tueront* ».

Une partie de la population, de moins en moins nombreuse, réside encore dans des villages en zone rurale. C'est le cas d'Asha. Son village a été brûlé mais les villageois sont restés sur place : « *Nous sommes au même endroit mais sous des tentes et sans rien...* » raconte la jeune femme, qui a tenté plusieurs fois, sans succès, de rejoindre un camp de déplacés. Awa, vit aussi dans son village, dans le Djebel Marra, une zone sous contrôle rebelle. « *J'ai entendu parler de la guerre et je sais que c'est quelque chose de mal* » dit l'adolescente, la guerre restant une notion abstraite pour elle alors que son village a été attaqué à deux reprises. « *Peut-être que j'ai peur, mais ça ne sert rien, ça arrive, on n'y peut rien* ».

Ces récits ont été recueillis dans des structures de santé MSF (service pédiatrie de l'hôpital de Zalingei, cliniques de Niertiti et de Kutrum) et dans des camps de déplacés de Zalingei, dans l'ouest Darfour ainsi qu'à Bulbul, dans le Sud-Darfour. ■



LES LIEUX OÙ ONT ÉTÉ RECUEILLIS CES RÉCITS



PORTRAITS DU SOUDAN

QUESTIONS/RÉPONSES LE CONTEXTE

FEMMES DU VILLAGE D'OURR CAMP DE HAMEDIA, ZALINGEI

« Nous sommes arrivés ici il y a quatre ans, sans rien, nous avons eu juste le temps de prendre les bébés avant de partir! Nous avons nos cultures, quelques vaches, nos maisons. Mais nous avons été attaqués, toutes les maisons sont brûlées, il ne reste plus rien. Nous sommes venus directement à Zalingei, tout le village d'Ourr et nous ne bougeons plus d'ici. Nous ne sommes pas en sécurité en dehors du camp, mais il faut bien aller chercher du bois pour le feu, pour faire à manger. La sécurité, c'est le principal souci. Et puis la nourriture. »



Plusieurs femmes sont assises devant l'abri en briques, à côté d'un auvent de paille où le thé chauffe sur le foyer. Des bidons d'eau ont été rapportés d'une des pompes manuelles du camp. Arrivées depuis longtemps, les femmes de ce village vivent dans le centre du camp, à la différence des familles plus récentes, contraintes de construire leur abri en périphérie et donc plus éloignées des services existants. Une porte de tôle a été construite avec les boîtes de conserves données par l'aide internationale. Les plus petits courent autour, tandis que des grappes d'enfants en uniforme scolaire se dirigent vers l'école. Le chef de famille travaille comme journalier à Zalingei.

Cette jeune femme a eu deux bébés ici dans le camp d'Hamedia, à Zalingei. L'autre femme du foyer a également eu deux bébés, ce qui fait quatre bouches supplémentaires à nourrir, neuf en tout. Et les rations ne sont prévues que pour cinq personnes.

1/ La guerre continue au Darfour ?

La période la plus meurtrière du conflit au Darfour se situe en 2003-2004. Selon les sources, le bilan va de 9 000 morts à 400 000, l'estimation la plus fréquemment retenue indiquant 200 000 décès, et 2,2 millions de déplacés. La grande majorité des décès, liés directement ou indirectement à la violence, sont survenus avant 2005, pendant les grands massacres et avant le déploiement de l'aide humanitaire. Cependant la violence continue, même si elle a baissé en intensité. Les Nations unies ont enregistré moins de 3 000 morts violentes, en comptant les combattants, les civils et les étrangers, en 2007. Dans l'ensemble, tous les acteurs du conflit ont aujourd'hui des divisions internes importantes et la situation est devenue chaotique. Les affrontements n'opposent pas uniquement des forces pro ou anti-gouvernementales mais aussi des mouvements rebelles ou des tribus nomades entre eux. D'anciens alliés se combattent, d'anciens ennemis s'allient et tout change très vite. Il est particulièrement difficile, pour les organisations d'aide internationale, de travailler dans un contexte aussi volatile.

QUATRE DYNAMIQUES EN COURS DANS CE CONFLIT

L'opposition entre le gouvernement central du Soudan et les mouvements rebelles du Darfour est la dimension la plus visible du conflit. Mais d'autres dynamiques interviennent.

Depuis environ trois ans, le Soudan et le Tchad, s'affrontent par mouvements rebelles interposés. Aujourd'hui, les autorités du Tchad comme du Soudan ont besoin de tous les soutiens possibles, y compris des groupes armés du pays

Ce foyer reçoit la visite d'un des « visiteurs à domicile » employés par MSF pour évaluer l'évolution de la situation dans les camps et référer au besoin des personnes déplacées vers la clinique nutritionnelle MSF ou l'hôpital. A l'aide d'un bracelet gradué, la visiteuse vérifie l'état nutritionnel de l'enfant et constate qu'il souffre de malnutrition aiguë. La mère reçoit une fiche de référence pour le centre nutritionnel, il sera pris en charge dans le programme de renutrition MSF. Un autre enfant est également référé. Quelques minutes auparavant, la visiteuse avait organisé le transport d'un vieil homme qui avait été battu alors qu'il ramassait du bois autour du camp et qui était incapable de marcher.

« *Ce qui nous manque le plus, c'est la liberté, la vie que nous avions avant* » explique cette mère en énumérant ce qui n'est plus qu'un souvenir: « *le bon lait que nous donnaient les vaches, et puis les tomates, les oignons, la viande, tous les légumes.* ». Une autre femme interrompt la litanie nostalgique: « *Nous attendons de revenir chez nous, un jour, mais personne n'est retourné encore, c'est trop dangereux. Peut-être que ceux qui nous attaquent seront désarmés et alors nous pourrions rentrer.* »

RADIA - CAMP DE HAMEDIA

Radia est arrivée dans le camp d'Hamedia il y a six jours, avec ses trois enfants, âgés de 8, 5 et 4 ans. Mais cela fait des années que Radia a quitté son village et qu'elle fait partie des quelque deux millions de personnes déplacées au Darfour... Elle a passée quatre ans dans un autre camp de déplacés, à Serif Umra. Les mouvements d'un camp de déplacés à l'autre ne sont pas rares, dans



l'espoir de trouver ailleurs davantage de sécurité et d'aide. La situation peut être très différente selon les camps, selon la taille, le niveau de politisation, la présence des organisations internationales. Ainsi, à Serif Umra, de sérieux problèmes de sécurité avaient amené l'équipe de MSF qui y travaillait à évacuer le personnel international pendant un an, jusqu'en juillet 2007.

« *Je suis restée à Serif Umra pendant quatre ans mais j'ai dû partir. Il y avait souvent des problèmes de nourriture, pas de*

voisin. Un nouvel accord entre les deux pays, signé en mars 2008, semble déjà suivre le même chemin vers l'échec que les précédents.

La troisième dimension du conflit est interne, entre groupes armés darfouris. En mai 2006, certains groupes rebelles ont participé à un processus de paix avec le gouvernement, aboutissant à la signature d'un accord de paix, à Abuja. D'autres groupes ont refusé. Le processus de fragmentation qui a commencé alors s'est poursuivi au sein des mouvements rebelles durant ces deux dernières années. Parallèlement les milices, ralliées au gouvernement au début du conflit, se sont également divisées. De nombreux retournements d'alliance s'opèrent.

Enfin la quatrième oppose les milices nomades entre elles, pour le contrôle de territoires. Ce type de conflit n'est pas nouveau mais, un grand nombre de groupes étant aujourd'hui beaucoup plus armés, les conséquences sont nettement plus lourdes. Ainsi, dans le sud Darfour, des conflits entre clans ont provoqué plusieurs centaines de morts en 2007. De nombreux

LES ACTIONS DE MSF

ZALINGEI

À Zalingei, où vivent 100 000 personnes déplacées, le dispositif de l'aide évolue peu alors que des milliers de nouveaux déplacés arrivent chaque mois depuis deux ans. MSF travaille dans trois services de l'hôpital : les urgences (plus de 1 100 consultations par mois), la pédiatrie (235 admissions par mois) et la chirurgie (plus de 200 interventions par mois).

En 2007, le nombre d'enfants sévèrement malnutris admis à l'hôpital de Zalingei a considérablement augmenté (693), pour la première fois en trois ans MSF a donc dû renforcer ses capacités d'hospitalisation et ouvrir des programmes nutritionnels ambulatoires dans deux camps de déplacés (80 000 personnes en tout) pour soigner chaque semaine des centaines d'enfants. Début 2008, compte tenu des besoins médicaux importants, non couverts par les structures existantes, MSF ouvre une clinique pour mère et enfant dans un camp de personnes déplacées. ■

distribution parfois. J'ai essayé de cultiver, parce que je suis d'une famille de cultivateurs, je sais faire ça. Mais les troupeaux de vaches détruisaient systématiquement ce que j'essayais de faire pousser et j'ai renoncé. Je n'avais rien, pas de récipients pour l'eau, pas de couvertures, parce qu'on m'a volé tout ce que j'avais reçu. Ils m'ont tout pris et m'ont battu aussi, c'était il y a deux ans. Je n'ai pas de mari à la maison et je ne peux pas travailler, alors je n'ai rien et à Serif Umra, il y avait des problèmes souvent alors je suis partie pour Zalingei. Ici je me sens plus en sécurité, j'ai été accueillie et les gens ont partagé avec moi.»

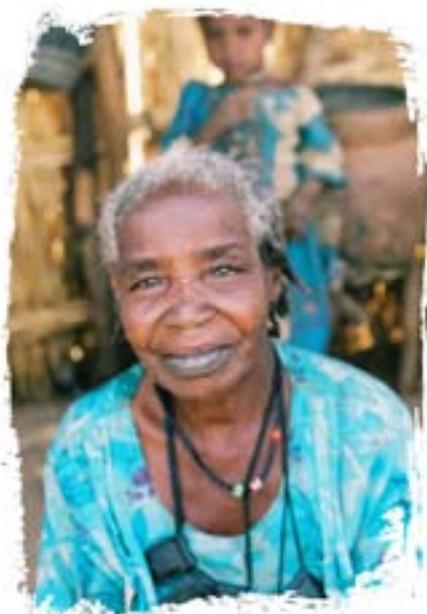
Radia n'a ni famille ni connaissances auprès desquelles chercher de l'aide et il n'y a pas de structure d'accueil pour les nouveaux arrivants. Mais il y a une solidarité interne entre déplacés et le Cheikh, le chef des déplacés dans le camp, a demandé à une autre famille de se déplacer quelques jours dans une autre maison pour lui laisser l'abri. Il lui a désigné un emplacement où construire son propre abri et lui a également donné un demi-sac de céréales. Après chaque distribution, le Cheikh demande à tous les membres de la communauté qui sont bénéficiaires de l'aide alimentaire de donner une part de leurs rations pour constituer un stock de sécurité. Ce stock sert notamment à fournir un peu de nourriture aux nouveaux arrivants, qui peuvent attendre plusieurs mois avant d'être enregistrés pour les distributions de nourriture.

Radia vivait à Habila avant de fuir à Serif Umra. « *Ma maison n'était pas grande mais c'était chez moi et je vivais avec mon mari. Quand les problèmes ont commencé, il y a plus de quatre ans, au début c'était de la peur, ils venaient chez nous la nuit, entraient dans la maison et nous effrayaient. Un jour, des hommes à cheval sont arrivés, ils tiraient en l'air et tous les hommes se sont échappés. Ils ont pillé ma maison et nous ont battu, ma mère et moi. Depuis j'ai mal, au cou et dans le dos. Je me suis enfuie, sans rien. Je n'ai pas revu mon mari, je ne sais pas où il est.* »

UMTASO - CAMP DE TAÏBA

« *Je ne sais pas quel âge j'ai ! Quelque chose comme soixante-dix ans. Et ma mère, qui est là, doit avoir dans les cent ans* » répond Umtaso, assise près du feu sous un abri, dans le camp de Taiba, à Zalingei, Ouest-Darfour. « *Je vis ici depuis trois ans, depuis le conflit de Nyangadula, qui a opposé les éleveurs de chameaux à notre tribu, les Hutia. Les éleveurs de chameaux nous ont attaqué, il y a eu beaucoup de morts. Mon fils est mort, mon frère est mort et ses trois fils sont morts. Alors nous sommes venues ici, ma mère, les neuf enfants et moi.* »

Des milliers de personnes sont arrivées quasiment en même temps,



groupes nomades cherchent à se protéger en essayant de se constituer des sanctuaires, des territoires sécurisés où ils se rassemblent afin d'assurer leur défense.

L'INTRICATION DES DIFFÉRENTES DIMENSIONS DU CONFLIT

Les quatre dimensions de cette même guerre sont profondément intriquées. Par exemple, les combats très importants qui se sont déroulés dans l'Ouest Darfour fin 2007 - début 2008 s'inscrivent dans un contexte international, national et régional. Le déploiement de la force européenne Eufor, au Tchad, a été précédé par des mouvements militaires importants dans la zone frontalière, au nord d'El Geinena, chacun voulant renforcer sa position pendant que les mouvements de part et d'autres de la frontière étaient encore possibles. Les forces armées en présence comprennent à la fois des mouvements rebelles darfouris soutenus par le Tchad et des mouvements rebelles tchadiens soutenus par le Soudan. Tant l'aviation tchadienne que l'aviation soudanaise ont bombardé cette zone. Lorsque les mouvements rebelles tchadiens ont mené l'offensive contre N'Djamena, un des mouvements rebelles darfouris s'est porté au secours du gouvernement tchadien et a affaibli ses positions dans le nord-ouest du Darfour. Le gouvernement soudanais a alors lancé une riposte forte. Des attaques massives ont été menées contre plusieurs villages, entraînant d'importants déplacements de population. Le gouvernement a à nouveau repris le type d'attaques qui avaient marqué par leur violence à l'égard des civils, au début du conflit.

LE DÉPLOIEMENT DES FORCES INTERNATIONALES

Une sorte de course contre la montre s'est enclenchée alors que la Minuad (Mission des Nations unies et de l'Union Africaine au Darfour), qui doit compter à terme 20 000 soldats et 6 000 policiers, se déploie au Darfour. Les soldats internationaux dans cette région sont de plus en plus

créant un quatrième camp de déplacés dans la ville de Zalingei, à la fin de l'année 2005. Si les autres camps sont principalement peuplés de personnes déplacées appartenant à la tribu Four, celui-ci est essentiellement composé de familles nomades, éleveurs de vaches. Quelques animaux sont visibles auprès des abris de ce camp, plus espacé.

A côté d'elle sont posés deux sacs de céréales, de 50 kilos chacun, donnés par le Programme Alimentaire Mondial. Cela devrait faire 300 grammes par personne et par jour. Sauf que sa fille est venue les rejoindre dans le camp avec ses quatre enfants il y a quelques semaines et elle n'est pas enregistrée pour l'aide alimentaire. Elle doit rester le temps que son mari, parti à Khartoum, revienne et pendant cette période, temporaire mais indéfinie, ils doivent tous partager la nourriture.

Cette famille possède encore quelques animaux : un cheval, une vache, deux chèvres et leurs petits, deux moutons, des poules... « Avant, nous avions un grand troupeau de vaches », se souvient Umtaso. « Les hommes les emmenaient paître mais nous, les femmes, nous restions à Delej et nous cultivions un peu. Les éleveurs de chameaux étaient dans la même zone, nous n'avions pas de relations, pas de commerce, pas de mariage. Pas de conflits non plus. Nous étions les uns à côté des autres. Maintenant ils vivent à notre place, ils se sont installés dans le village. Et nous nous sommes ici. »

KALTAM - BULBUL

Kaltam ne doit pas avoir plus de vingt ans, mais elle est déjà mère de deux enfants, l'un de cinq et l'autre de deux ans. Elle vit maintenant à Bulbul, dans le Sud-Darfour, avec son mari, ses enfants et ses deux frères, dont elle a la charge depuis la mort de sa mère, il y a très longtemps. « Je suis arrivée en juin dernier, nous sommes tous venus ensemble, au moins trente familles. Nous venons d'Azum, à l'est de Zalingei. » Questionnée sur les raisons de son départ, Kaltam apporte cette réponse si fréquente, laconique : « A cause de la guerre ».

Des milliers de familles de la même tribu que Kaltam, les Terjems, sont venues se réfugier à Bulbul après avoir été attaquées à plusieurs reprises dans les différentes zones où elles vivaient, dans l'Ouest et le Sud-Darfour. « Les éleveurs de chameaux nous ont dit de partir », explique Kaltam. « Ils ont pris six vaches dans la famille de mon mari, toutes les vaches qu'ils avaient en fait, ils n'ont plus rien. »



nombreux : la Minus (Mission des Nations unies au Soudan), forte de 10 000 soldats, est déjà présente au Sud-Soudan depuis avril 2005, après l'accord de paix entre le nord et le sud Soudan. L'Eufor débute en 2008 une mission au Tchad et en Centrafrique.

Mais à la différence de la Minus, dont la mission consiste à surveiller et vérifier l'application du cessez-le-feu (accord de paix entre le Nord et le Sud en 2005), la Minuad et l'Eufor ne s'inscrivent pas dans le cadre d'un processus de paix crédible. Le mandat de l'Eufor (3 700 hommes) est de protéger les réfugiés du Darfour dans l'est du Tchad (241 000) et le nord-est de la Centrafrique (3000), ainsi que les déplacés au Tchad (179 000) et en Centrafrique (20 000). Le mandat de la Minuad recouvre la protection des populations civiles dans tout le Darfour.

Pour le moment, il n'y a pas plus de 9 000 soldats internationaux déployés au Darfour, un territoire de la taille de la France. Le changement est jusqu'ici limité, les soldats qui étaient déjà présents dans le cadre de la mission de l'Union Africaine ont troqué leurs bérets verts contre des casques bleu... Cette force a des moyens encore extrêmement restreints pour remplir son mandat de protection des civils. De fait, la Minuad n'a pas empêché les autorités soudanaises d'user de la même forme de violence, début 2008 au nord d'El Geinina, qu'en 2003-2004.

2/ Quelles sont les violences subies par les populations civiles ?

Un tiers de la population au Darfour a été déplacée depuis le début du conflit, ce qui veut dire que 2,4 millions de personnes ont perdu tout ce qu'elles possédaient. L'insécurité généralisée et la poursuite des affrontements continuent de provoquer des déplacements de population. Selon les chiffres d'OCHA, l'agence de coordination humanitaire des Nations unies, il y a eu 250 000 nouveaux déplacés

25 000 personnes vivent aujourd'hui à Bulbul et il n'y a eu pour toute aide qu'une distribution de biens de première nécessité, en juin. De nombreuses familles, arrivées en juillet-août, n'en ont pas bénéficié. Aucune aide alimentaire n'est apportée et il n'y avait que trois pompes à eau manuelles jusqu'à ce qu'une équipe MSF installe quatre stations d'eau et plusieurs rampes de distribution. Cette zone est déclarée trop risquée pour la sécurité et les ONG ne s'y rendent pas. Mais de fait, en utilisant des moyens de transport moins prisés que les grosses voitures tout terrain, la zone est accessible. Kaltam souffre de cet isolement : « *Moi, je plantais des oignons, des feuilles, j'arrivais à faire un peu d'argent. Maintenant je ne sais pas, ici, comment faire de l'argent, il n'y a rien à faire ici ! Mon mari va au marché le matin et il revient le soir. C'est tout, il ne trouve pas de travail, une seule fois il a travaillé pendant une journée ! Je ne veux pas rester ici, je veux rentrer chez moi.* » En entendant ces paroles, d'autres femmes proches d'elle réagissent vivement : « D'accord, vas-y et tu te perdras ! », « *Si nous rentrons, ils nous tueront* ».

Les abris ne sont guère éloignés les uns des autres dans la zone de Kalma, tous les membres de son groupe se sont installés en même temps, à proximité. Kalma est accusée par les autres de ne rien comprendre à ce qui se passe. Elle explique pourtant : « *Cela a commencé il y a quelques années, le conflit. Nous avions de bonnes relations avec les autres tribus de notre zone mais au fur et à mesure, c'est devenu une question d'origines, de races. Chaque tribu a commencé à se protéger elle-même et les éleveurs de chameaux ont dit : « C'est notre territoire, vous devez partir. ». Certaines tribus, surtout les Four, étaient parties, avant nous. Il y a eu de plus en plus de problèmes, nous avons été attaqués par les éleveurs de chameaux, dix hommes d'une même famille ont été tués. Et nous avons dû partir nous aussi.* »

BABIKIR - BULBUL

Juché sur son âne, Babikir apporte un sac de grain à moudre, les femmes attendent la farine pour préparer le repas de mariage. Dans l'abri derrière lui, la future mariée entourée des femmes de la famille s'apprête à quitter sa maison, manifestement avec regret. La fête se prépare, après les enterrements. En juillet dernier, six membres de la famille ont été tués lors de ce qui est resté dans les mémoires sous le nom de « *la bataille du lundi* ». L'oncle de Babikir faisait partie des victimes et ce dernier héberge depuis sa tante et ses enfants, en plus de sa femme et leurs quatre enfants, soit dix personnes en tout. Sept autres hommes étaient morts lors d'une précédente attaque, sur le chemin pour venir se réfugier à Bulbul. Babikir a également perdu la moitié de son troupeau de vaches.

« *Les Terjems sont attaqués par les éleveurs de chameaux, il faut que nous nous défendions nous-mêmes. Mais nous ne sommes pas en sécurité ici non plus, il y a eu plusieurs attaques à Bulbul, l'une d'entre elles a fait plus de 75 morts.* » raconte Babikir « *Ils venaient de toutes les directions, la bataille a duré du matin jusqu'au soir. Nous avons les moyens de nous défendre mais eux ont des moyens*

en 2007 et 80 000 de plus durant le premier semestre 2008. Ces chiffres ne prennent pas en compte les déplacements secondaires, c'est-à-dire les familles qui quittent un camp pour en rejoindre un autre. Une des principales causes de déplacements est l'insécurité générale dans les zones rurales et les petits camps de déplacés. Les grands camps sont dans une certaine mesure plus sûrs, bien qu'ils soient extrêmement politisés et exposés aux formes d'insécurité urbaine liés à de grandes concentrations de population.

LES ATTAQUES SUR DES VILLAGES ET DES TRIBUS

Nous retrouvons dans les récits la description des événements survenus entre 2003 et 2004, caractérisés par des combats massifs menés avec bombardements aériens et des hommes armés se déplaçant aussi bien à cheval ou à dos de chameaux que dans des véhicules. Dans de nombreux cas, le village était pillé, brûlé et l'ensemble de la population survivante se réfugiait dans une ville proche. Les premières victimes durant cette période ont été principalement des villageois vivant dans des zones rurales. Ensuite, ces attaques massives sont devenues plus rares. Cependant, ces récits mentionnent un autre type d'attaque, après 2005. Il s'agit essentiellement d'attaques entre tribus nomades pour contrôler un territoire ou voler une partie du troupeau. La création

LES ACTIONS DE MSF

BULBUL

De nouvelles familles déplacées sont arrivées à Bulbul, dans le Sud Darfour, au premier semestre 2007. Elles venaient de différents lieux de l'ouest et le sud Darfour, fuyant l'insécurité.

25 000 personnes, essentiellement des familles de la tribu nomade Terjem, vivent maintenant dans cette zone. Une équipe MSF a installé quatre stations de pompage d'eau et plusieurs rampes de distribution, d'une capacité de 500 m³ par jour. Du savon et des jerrycans ont été distribués. ■



plus importants encore. Ils ont des voitures, des chameaux et des chevaux, ils ont des armes lourdes.» Des hommes armés patrouillent dans Bulbul, à pied, certains sont vêtus de pulls kaki militaire ou de vestes de camouflage. Et tous les hommes portent sur eux un couteau, maintenu autour du bras dans un étui de cuir.

Babikir est arrivé à Bulbul en septembre dernier, après que le chef des chefs des Terjems a rendu visite aux tribus qui n'étaient pas encore parties, à Azum, à l'est de Zalingei. « Ils nous a dit que nous devons partir parce que maintenant chaque tribu avait son territoire, à Bulbul et si nous ne venions pas l'occuper, il serait donné à d'autres. Nous vivions à Azum depuis une vingtaine d'années mais ce n'était pas notre terre, elle appartenait aux Four, cela ne posait pas de problèmes, jusqu'à ce qu'ils partent. Maintenant ici, à Bulbul, c'est notre territoire. Enfin ici, nous ne savons pas où cultiver, nous arrivons juste.» Tout reste à faire à Bulbul une ancienne station pour les camions sur la route, absolument pas équipée pour accueillir soudainement environ 25 000 personnes. La seule clinique n'a pas de médicaments et l'accès à l'eau est en cours d'installation par MSF.

OUMAR - KUTRUM

« Je ne suis plus sorti du Jebbel Marra depuis six ans » compte Oumar, assis sur son lit dans la clinique MSF de Kutrum, située dans le Jebel Marra, en zone rebelle. « Avant, j'étais cultivateur ici mais j'allais souvent à Khartoum, mon père est originaire du Jebbel mais ma mère était Égyptienne et je suis né en Égypte. Maintenant, je continue à me déplacer mais pas plus loin que les montagnes du Jebbel ! Ma femme et mes deux filles vivent dans le camp de déplacés Nord, à Niertiti, à douze kilomètres mais je ne peux pas y aller, ça fait deux ans que je ne les ai pas vues. Les femmes et les enfants peuvent sortir, mais nous, les hommes, impossible. » La blessure d'Oumar a été soignée sur place ; pour les femmes, les cas médicaux compliqués peuvent être transférés à Niertiti puis à l'hôpital de Zalingei mais pour les hommes, l'équipe de Kutrum doit faire tout son possible sur place. Ils ne veulent pas sortir, certains de se faire arrêter par les forces de sécurité s'ils

d'une mosaïque de petits territoires défendus par des milices tribales s'accompagne de nouveaux décès et de déplacements de population. Les perdants de ces batailles ont été contraints à rejoindre des camps de déplacés, comme celui de Tai'ba à Zalingei, ou à quitter leurs lieux de pâturages habituels pour se placer sous la protection d'une milice tribale plus importante. Les divisions internes des mouvements rebelles se traduisent plutôt par des violences à l'intérieur des camps de déplacés.

LES VIOLENCES RÉCURRENTES

Les populations sont soumises à la loi du plus fort. La fragmentation des groupes armés a permis le développement du banditisme et les organisations humanitaires comme la population peuvent être attaqués pour une voiture, un âne, de l'argent, du bois... Les environs des camps de déplacés et les abords des routes sont particulièrement dangereux. Différents types de violences, principalement vols, coups et violences sexuelles, sont pratiqués par toutes les parties au conflit et par des bandes criminelles. La compétition est féroce entre déplacés, résidents et nomades pour le contrôle du marché du bois et du fourrage et cette rivalité économique participe aux attaques régulières contre les femmes en brousse dans les environs des camps de déplacés et des villages. Dans des camps de déplacés, des murs ou des tranchées isolent contre les incursions extérieures, y compris d'autres déplacés. Il y a aussi une violence interne, liée à des enjeux politiques et/ou économiques. La distribution des rations alimentaires représente un enjeu majeur. A Kalma, dans le sud Darfour, à l'intérieur du même camp, des milliers de déplacés ont été expulsés par d'autres en octobre 2007. Ensuite, l'intervention des forces armées dans ce camp a provoqué de nouveaux déplacements. Aujourd'hui les populations rurales qui n'ont pas été déplacées par le conflit se trouvent aussi dans une situation très

franchissent la ligne de front pour se rendre en zone gouvernementale.

« *Ma famille est partie après l'attaque de notre village, Um Haraz, en 2003.* » raconte Oumar, « *C'était un village assez important, environ 2000 habitants. Il n'y a plus personne maintenant. Nous avons été encerclés par des hommes à cheval et à dos de chameaux et par d'autres hommes en voiture. Tout le monde a fui dès les premiers coups de feu mais il y a eu une centaine de morts, la bataille a duré deux jours. De nombreux villages ont été attaqués ici, mais il y a aussi de nombreux villages qui sont toujours habités. Plus le village est proche de la route, plus c'est dangereux, ce sont les lieux isolés qui sont les plus protégés. Et comme nous sommes dans les montagnes, nous pouvons nous cacher dans les vallées et dans les grottes, les voitures ne peuvent pas y accéder et les avions ne nous atteignent pas. Mais c'est là aussi où il y a des problèmes et pas de médecins surtout.* »



Perchée au sommet d'une colline, la clinique MSF de Kutrum est la seule structure de santé pour une population d'environ 50 000 personnes. Il n'y a aucune structure du ministère de la Santé dans cette région sous le contrôle du SLA. mais le gouvernement soudanais autorise MSF à y travailler et le ministère de la Santé participe même aux campagnes de vaccinations. L'évaluation menée par MSF lors d'une précédente campagne de vaccination n'a pas montré de taux alarmants de malnutrition parmi les enfants de moins de cinq ans et les habitants du Jebbel font pousser des tomates, des oignons, des oranges... Mais Oumar préfère cependant savoir sa famille à Niertiti que dans le Jebbel Marra : « *Ils seraient plus en sécurité ici que dans le camp à Niertiti, je crois. Je n'ai pas de nouvelles mais j'ai entendu qu'il y avait des problèmes de sécurité dans les camps. Mais au moins, là-bas, ils ont quelque chose à manger, ils reçoivent l'aide alimentaire. Ici, il n'y a aucun moyen de gagner de l'argent, je n'ai plus de terrain à cultiver. Je me sens plus tranquille de les savoir là-bas.* »

AWA - KUTRUM

Awa est déconcertante de simplicité. A 15 ans, son principal souci est son mari. Elle est mariée depuis un an mais vit encore chez sa mère le temps que son mari constitue la dot. Il n'est pas encore parvenu à rassembler le lit, les matelas, les vêtements qu'il doit lui offrir pour qu'elle vienne vivre avec lui. Awa n'est pas du tout pressée : « *Moi, tout ce que je veux, c'est avoir à manger et rester chez ma mère. J'espère que ce mari va divorcer, je ne veux pas de lui, il est trop pauvre. Et après je pourrais avoir un autre mari, un mieux.* » Son autre souci, raison de sa venue à la clinique de Kutrum, est un goître qui défigure sa gorge. C'est la marque, ici très fréquente, d'un manque d'iode durant son enfance.

précaire et sont indirectement affectées par le conflit. Les postes de police situés dans les zones rurales sont la cible d'attaques de la part de milices qui se sont retournées contre le gouvernement. Cet abandon renforce l'insécurité de populations qui sont victimes d'un harcèlement presque permanent par les divers groupes armés.

L'ENFERMEMENT

Dans les zones rurales, les villageois restent exposés aux violences. Ceux qui veulent se réfugier dans des camps de déplacés peuvent être arrêtés sur la route car les membres de tribus nomades comme le gouvernement s'opposent à ce mouvement vers les grandes villes. Les premiers se rendent compte qu'il faut bien encore des gens dans les villages pour cultiver, vendre et acheter dans les marchés... Et le second redoute que de nouvelles familles viennent renforcer ces grands camps de déplacés politisés. Ceux qui vivent dans les camps ont peu d'espoir d'en sortir à brève échéance. Leurs villages sont détruits, parfois d'autres personnes les occupent et l'insécurité est toujours trop forte pour que le retour et la reconstruction soient un projet. Nombreux sont ceux qui expriment l'espoir illusoire que « la force internationale va chasser les Jenjawid » et leur permettre de rentrer chez eux. Enfin dans les zones dites sécurisées, que ce soit par les rebelles dans le Djebel Marra ou par des milices de tribus nomades sur

LES ACTIONS DE MSF

KUTRUM

Au départ de Niertiti, MSF gère un poste de santé à Kutrum depuis mars 2006, en zone rebelle, dans le Djebel Mara. Le personnel de MSF assure environ 1 830 consultations par mois, et réfère les urgences vers l'hôpital de Zalingei. Une campagne de vaccination contre la polio et la rougeole a été menée en 2007 dans cette zone. En 2008, MSF a lancé une campagne de vaccination encore plus ambitieuse puisqu'elle doit couvrir la population cible avec huit antigènes. ■

La guerre semble un mot mystérieux pour elle. « *J'ai entendu parler de la guerre et je sais que c'est quelque chose de mal. Mais moi, je n'ai pas de problèmes, et les gens autour de moi n'ont pas de problèmes non plus, sauf quelques-uns qui sont malades* ». Cette jeune fille vit dans le village de Saneh, dans une famille de cultivateurs. Ils font pousser puis sécher des tomates qu'ils vendent au marché. Malgré l'absence de son père, qui n'a pas donné de nouvelles depuis sept ans, sa famille parvient à vivre correctement. Awa n'a jamais été à l'école, elle aide sa mère aux champs. « *Avant nous avions des animaux aussi, huit vaches, un chameau et cinq chèvres mais nous n'avons plus que deux chèvres* », compte Awa. Questionnée sur les raisons de cette diminution, Awa mentionne incidemment que son village a été attaqué en 2005, puis brûlé.



Finalement, elle raconte : « *Il était environ midi, nous revenions du champ, ma mère, mes deux sœurs, mon frère et moi. Ma grand-mère nous a dit que le village était attaqué, il y avait des hommes à cheval et à dos de chameaux et des hommes en voiture. Nous sommes allés nous cacher dans les grottes, nous y sommes restés pendant quatre jours, il y a le cours d'eau et nous avons du sorgho que nous rapportions pour les ânes. Nous sommes revenus et nous avons vu qu'ils avaient pris, détruit ou brûlé tout ce que nous avions* ». N'a-t-elle pas peur que cela se reproduise ? Awa hausse les épaules et offre une réponse laconique : « *C'est déjà fait. De toutes façons, il n'y a plus rien à prendre, alors...* ». Deux semaines après la première attaque, d'autres hommes à cheval et à dos de chameaux avaient de nouveau pillé le village. Awa était en brousse avec les chèvres à ce moment-là. « *Peut-être que j'ai peur, mais ça ne sert rien, ça arrive, on n'y peut rien* », conclut-elle en haussant à nouveau les épaules. Chacun a reconstruit sa maison.

MASTORA - NIERTITI. TFC

Le lit de Mastora et de sa fille est le plus proche de la porte de sortie, dans le service de nutrition intensive de la clinique MSF de Niertiti. Un hasard qui convient parfaitement à cette jeune femme d'une trentaine d'années : « *Je ne reste jamais en place, je suis nomade, je vais d'un endroit à l'autre* ». Mais depuis une semaine, Mastora reste à l'hôpital pour soigner son quatrième enfant, une petite fille d'un an qui est très sévèrement malnutrie. « *Alnotta a toujours été faible, depuis sa naissance* » indique sa mère, « *Maintenant je la nourris de lait de chèvre, nous n'en manquons pas. Elle a repris du poids mais pas beaucoup quand même, c'est une enfant qui ne grossit pas* ». A un an, l'enfant a le poids de naissance

des sites de regroupement comme Bulbul, les populations sont contraintes de rester dans ces limites pour être protégées.

3/ Quels sont les enjeux pour les organisations humanitaires au Darfour ?

Le Darfour représente actuellement l'opération humanitaire la plus importante au monde, avec un budget de plus de 500 millions d'euros (850 million \$), 80 organisations et près de 15000 employés sur le terrain, dont 2000 environ de MSF. Une partie de la population au Darfour reste coupée de l'aide internationale, inaccessible pour des raisons de sécurité ou isolée. Une autre partie vit sous perfusion de l'aide internationale, qui déploie des moyens considérables et parvient à maintenir des indicateurs en dessous du seuil d'urgence. Il ne semble pas qu'il y ait aujourd'hui, dans les zones accessibles, d'urgence au sens médical du terme. Mais cela reste très fragile. Les organisations internationales, plusieurs années après la phase d'urgence aiguë, ont tendance à réduire leurs efforts alors que les besoins augmentent. Ainsi l'aide alimentaire est de plus en plus restrictive alors que sur l'ensemble du Darfour, la malnutrition globale est passée au-dessus du seuil d'alerte de 15%. La situation s'aggrave dans certains endroits et les rigidités, les limites du fonctionnement de l'aide humanitaire entravent parfois une bonne évaluation et une réponse rapide aux besoins. De plus, les ONG sont tolérées par les autorités soudanaises dans la mesure où leur action s'inscrit dans un certain nombre d'objectifs du gouvernement, notamment le développement des services dans les zones rurales. La porte se ferme dès que ces ONG pourraient devenir gênantes.

DES OBSTACLES POUR L'ACCÈS AUX POPULATIONS

Dans l'Ouest et dans le Sud Darfour, des lieux autrefois accessibles ne le sont plus. Les acteurs humanitaires restent la cible

moyen des nouveaux-nés en France, 3,5 kilos.

Mastora s'est établie provisoirement avec sa tribu dans un lieu au nord de Niertiti, Beshara Taib : « *Nous nous déplaçons en fonction des saisons, donc nous passons régulièrement par ce lieu, ce n'est pas un village, c'est un « ferrik », un campement, avec des tentes faites de bois et de tissus. Il y a aussi d'autres tribus nomades pas très loin.* ». C'est le début de la saison sèche et des tribus nomades descendent vers le sud du Darfour. « *Nous avons beaucoup de chameaux, je ne sais pas combien, et nous changeons souvent de lieu pour trouver de l'eau et de l'herbe.* » explique Mastora. « *Les hommes trouvent un endroit et ensuite, ils reviennent nous chercher, les femmes et les enfants. Quand les hommes décident de partir, il faut partir.* » Son oncle l'accompagne, il reste à l'entrée du service de nutrition. Il faudra probablement plusieurs semaines avant que l'enfant n'atteigne un poids correct mais Mastora ne sait pas quand elle devra repartir.



« *Habituellement, dans la journée, je cuisine, je lave. Je ne cultive pas, j'achète ce dont j'ai besoin au marché. Nous vendons les chèvres et nous achetons de la nourriture, des vêtements. Et quand nous sommes malades, nous allons au centre de santé le plus proche.* » explique Mastora. Si sa tribu vit dans un lieu un peu éloigné de la ville, ce n'est qu'à deux heures à dos d'âne et les échanges sont nécessairement réguliers, au marché notamment, avec les habitants des lieux où ils s'arrêtent. « *Il y a eu des changements ces dernières années* », élude Mastora, « *il y a des batailles. J'espère qu'il y aura la paix un jour, que tout le monde pourra être en paix* ».

« *Habituellement, dans la journée, je cuisine, je lave. Je ne cultive pas, j'achète ce dont j'ai besoin au marché. Nous vendons les chèvres et nous achetons de la nourriture, des vêtements. Et quand nous sommes malades, nous allons au centre de santé le plus proche.* » explique Mastora. Si sa tribu vit dans un lieu un peu éloigné de la ville, ce n'est qu'à deux heures à dos d'âne et les échanges sont nécessairement réguliers, au marché notamment, avec les habitants des lieux où ils s'arrêtent. « *Il y a eu des changements ces dernières années* », élude Mastora, « *il y a des batailles. J'espère qu'il y aura la paix un jour, que tout le monde pourra être en paix* ».

KALTUMA - NIERTITI, CONSULTATIONS EXTERNES DE LA CLINIQUE

Un bâton dans chaque main ne lui permettent que difficilement de se déplacer. A l'âge de 58 ans, Kaltuma en paraît au moins vingt de plus. Pourtant cette grand-mère qui parcourt quelques mètres en plusieurs minutes est venue de très loin, de Kass, pour une consultation à la clinique MSF de Niertiti. « *Cela fait deux mois que je veux venir, mais il a fallu trouver l'argent, cela coûte dix pounds pour ma fille et moi et c'est beaucoup, nous ne sommes pas riches.* » raconte Kaltuma. « *Hier, nous avons enfin pu nous préparer à venir mais nous avons attendu toute la journée à la station sur le bord de la route, aucune voiture n'est passée ! Ce matin nous sommes revenues et vers midi nous avons enfin trouvé, c'est deux heures de route depuis Kass.* » Il y a pourtant une clinique à Kass, soutenue par une ONG internationale. « *Ils n'ont jamais de médicaments, jamais !* » explique Kaltuma. « *C'est pour*

de violences importantes, le bilan du premier trimestre 2008 établi par le bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) indique 3 décès, 9 agressions physiques/sexuelles, 84 enlèvements, 3 arrestations plus 75 vols de voitures et 4 attaques de convois. Le déploiement de l'aide humanitaire dépend en partie de l'évaluation des conditions de sécurité, effectuée par les Nations unies. Les lieux déclarés « zones où il ne faut pas aller » sont coupés de l'aide mais la situation évolue vite sur le terrain et plus lentement en termes d'évaluations. L'enjeu, pour MSF, est d'évaluer constamment les possibilités et de profiter autant que possible des quelques marges de manœuvre possibles. Par exemple, l'intervention dans les environs de Nyala, à Bulbul, se situe dans une zone classée « inaccessible ». L'équipe a choisi de se déplacer dans cette zone avec des taxis, moins prisés que les gros véhicules. Des tentatives ont également été menées, par d'autres organisations comme par MSF, d'utiliser des camions plutôt que des tout-terrains, pour limiter les risques d'agressions et de vols. Une fois l'évaluation indépendante des besoins effectuée, les autorisations administratives peuvent retarder voire bloquer le déploiement de l'aide. Dans l'Ouest Darfour, MSF a essuyé un refus après avoir demandé l'accès à la zone Nord

LES ACTIONS DE MSF

NIERTITI

Au pied du Djebel Marra, Niertiti est le lieu de rencontre entre différentes communautés nomades et sédentaires et la ligne de front entre les forces armées et les rebelles. MSF est le seul intervenant médical dans cette ville qui regroupe 33 000 personnes, dont 23 000 déplacés. Depuis mars 2004, MSF gère un hôpital. L'activité a fortement augmenté en 2007 et il y a maintenant en moyenne, 5 500 consultations et 333 hospitalisations chaque mois. Durant l'été 2007, l'équipe a constaté une forte augmentation des cas de malnutrition aiguë. ■



ça qu'il faut venir jusqu'à Niertiti pour être soigné.» Elle a établi devant l'assistant médical la longue liste de ses maux, fracture de la hanche mal réparée, mal de dos, pieds brûlants, toux, problèmes gastriques, et tient fermement dans la main l'ordonnance.

Kaltuma vit avec toute sa famille à Kass, dans un camp de déplacés, depuis près de quatre ans. Ils sont 22 en tout, sur quatre générations. Chaque famille s'est aménagé un petit espace les uns à côté des autres. Ils survivent grâce à l'aide alimentaire distribuée par le Programme Alimentaire Mondial mais tous les membres de la famille n'en bénéficient pas. Sa fille qui l'accompagne, Issa, a rejoint les autres quelques mois plus tard, l'enregistrement était passé et malgré tous ses efforts pour obtenir des cartes alimentaires, elle attend depuis trois ans. *« Je crois que nous avons eu des cartes, pour mon mari, nos six enfants et moi. Mais après il y a eu des problèmes entre les chefs dans le camp de déplacés et je ne sais pas ce qui s'est passé mais je n'ai pas eu les cartes. Mais la famille partage avec nous, alors nous recevons un peu. »* explique Issa. *« Et puis nous transportons des briques, nous gagnons un peu d'argent comme ça et nous pouvons acheter de la nourriture au marché. Quand il n'y a pas de travail, nous ne faisons qu'un repas par jour. »*

Kaltuma et sa famille sont arrivés dans le camp de déplacés de Kass après une attaque. L'histoire est si commune qu'elle doute de l'intérêt de la raconter : *« C'est la guerre. »* Ils étaient cultivateurs dans le village d'Haliba, il a été brûlé et cinq membres de la famille sont morts pendant l'attaque, des femmes et des enfants. *« Les hommes nous ont attaqué, ils étaient armés. Il y en avait en voiture, à dos de chameaux, à dos de cheval, même à dos d'âne et à pied ! »* énumère Kaltuma. *« Nous sommes partis à Jemeza, juste à côté, nous ne pouvions pas aller loin, nous n'avions même plus de vêtements ! Mais à Jemeza aussi ils ont attaqué, quelques jours après. Alors nous sommes venues à Kass. Là, ça va, je me sens en sécurité mais il n'y a rien. »* Kaltuma reprend alors ses bâtons, passe à la pharmacie chercher ses médicaments et se fait déposer devant la station sur le bord de la route. Peut-être trouvera-t-elle une voiture pour être de retour le jour même à Kass.

d'El Geinina, depuis mi-décembre. En novembre 2007, au Sud-Darfour, une équipe MSF avait été empêchée d'entrer en contact avec des personnes installées sous des abris de fortune alors que des violences dans le camp de Kalma avaient contraint une partie des déplacés à chercher refuge ailleurs. Au cours de l'année, MSF n'a pas pu non plus obtenir l'autorisation de travailler à Kass, dans le Sud-Darfour, malgré des indicateurs très inquiétants sur la situation nutritionnelle là-bas. Alors que le gouvernement veut relocaliser des dizaines de milliers de personnes qui vivent dans les camps de Kalma ou de Kass, au Sud-Darfour, les ONG font face à de nombreux obstacles administratifs pour y travailler.

DISCRIMINATION ET MANQUE DE RÉACTIVITÉ DE L'AIDE

Les organisations d'aide ne parviennent pas à assister rapidement et efficacement les nouveaux déplacés, que se soient dans les camps ou sur des sites de regroupement.

L'augmentation de la population déplacée dans certains camps crée une forte pression sur les services existants mais l'aide tend à diminuer plutôt qu'à augmenter. Des organisations internationales qui ont pris le relais passée la première phase d'urgence éprouvent aujourd'hui des difficultés à financer et maintenir des activités importantes. La qualité de l'aide apportée s'en ressent. Ainsi, malgré l'existence d'un programme nutritionnel mené par une organisation humanitaire à Kass, la malnutrition restait très élevée parmi les enfants de moins de cinq ans.

Les besoins n'étaient pas couverts. Mais la seule présence de cette autre ONG a servi de justification pour refuser l'intervention d'une équipe MSF. Le fonctionnement du système de l'aide, avec la planification, la répartition des tâches et l'absence d'évaluation qualitative pénalise parfois une réponse réellement adaptée. Dans les camps de déplacés, un tri entre ceux qui méritent assistance et les autres

ASHA - NIERTITI - CLINIQUE MSF

« Là où je vis, il y a une école et une pompe à eau, construites par une ONG. Mais il n'y a pas centre de santé, pas de médecins, rien et cela fait deux ans qu'il n'y a plus de distribution de nourriture », explique Asha, allongée sur un lit dans la clinique MSF de Niertiti pour des problèmes gynécologiques. Son village, Saga Dirr, est situé à deux heures de route, en zone rurale. « Pendant un an environ, un peu plus, nous avons reçu des rations alimentaires, j'ai la carte encore mais ils ne viennent plus, je crois que c'est à cause de la sécurité, ils ont eu des problèmes sur les routes alors ils ont arrêté. » Awa fait partie d'une famille de cultivateurs, ils continuent à récolter le sorgho mais le champ est trop petit, la saison des pluies trop brève et ce qu'ils parviennent à en tirer ne dure que pour quelques mois. Agée de 25 ans, Awa a quatre enfants, le plus grand a dix ans et la dernière douze mois. La famille compte également sa mère, quatre tantes et des frères.



« Nous avons des animaux aussi, dix vaches, une cinquantaine de chèvres et des moutons, mais ils nous les ont pris, nous n'en avons plus aucun. Le village a été attaqué deux fois et brûlé. Mes oncles sont morts. Nous n'avons pas reconstruit, nous avons reçu des tentes par une organisation » décrit Asha. « Nous sommes au même endroit mais sous des tentes et sans rien... Pour acheter à manger, il faut aller sortir du village, ramasser de l'herbe et du bois pour le vendre. Mais quand nous sortons, il n'y a pas de sécurité, personne ne nous protège et nous nous faisons battre ». Depuis plus d'un an, les zones rurales sont passées sous le contrôle de bandits, anciens paramilitaires et déserteurs, qui rackettent la population locale encore présente. Cette pression exercée sur les villageois et les déplacés tend à augmenter, parce que de nombreux postes de police situés en zone rurale ont été fermés. Ces postes isolés, fragiles, n'étaient plus en mesure de faire face aux bandits et aux rebelles qui sillonnent les campagnes.

Bloquée sur son lit par la douleur, Asha s'exprime à portée d'oreilles

est mis en place. Les nouveaux déplacés sont suspectés d'être venus pour des raisons économiques, pour avoir accès à l'aide et éprouvent donc beaucoup de difficultés à obtenir l'aide alimentaire. Selon les formes de violences subies, les victimes sont considérées ou non comme légitimes : l'attaque et la destruction du village donnent droit à des rations alimentaires mais pas les violences et vols permanents. Les populations nomades, de leur côté, ont longtemps été associées aux Jenjawid et bénéficient de peu d'aide humanitaire.

Si les indicateurs de santé restent globalement corrects, la tendance est inquiétante. Nous constatons ainsi, sur Zaleingei, que l'accès aux soins est limité et nous soignons à l'hôpital des personnes déplacées dont l'état de santé s'est aggravé faute d'avoir reçu à temps les soins de santé primaire nécessaires. La malnutrition dans ces camps a fortement augmenté en un an, un enfant sur dix a été pris en charge dans le programme nutritionnel MSF entre septembre et décembre.

L'INDÉPENDANCE

Le contexte de travail est certes difficile et se complique encore alors que des groupes politiques ou armés tentent parfois d'utiliser les acteurs humanitaires pour servir leurs propres objectifs.

Les autorités soudanaises veulent réduire les grands camps de déplacés, souvent très politisés, et renvoyer les familles dans leurs villages. Elles ont aussi besoin de développer des services sur les lieux où s'installent maintenant des tribus nomades plus ou moins proches du gouvernement. L'objectif de Khartoum est donc de limiter l'aide dans les camps et de la redéployer dans les zones rurales. La Commission pour la coordination de l'aide humanitaire soudanaise, le HAC, exerce un contrôle étroit sur l'activité des organisations humanitaires pour la maintenir dans le cadre de ses propres intérêts et limiter les risques de témoignages gênants. L'accès aux populations a été refusé aux Nations unies et aux ONG quand l'armée soudanaise,

des autres patientes, parfois accompagnées de leurs maris. La clinique accueille des malades appartenant à toutes les tribus comme à toutes les forces armées et la cohabitation dans l'enceinte médicale est acceptée par tous. «Ce qu'il faut faire,» murmure Asha, «c'est ne jamais rapporter de grosses quantités. Dès que tu as un peu, tu reviens, et ensuite tu repars. Quand tu n'as pas grand chose, tu as moins de risques d'être attaquée et volée.»

«Si j'avais le choix, je viendrais à Niertiti», s'exclame Asha. «Ma sœur aînée vit dans le camp Sud et je rêve de la rejoindre. J'ai déjà essayé, six ou sept fois, mais à chaque fois ils nous ont arrêtés. Dès qu'ils voient les bagages, ils nous disent de rentrer chez nous, impossible de continuer. Ils te rattrapent sur la route et tu dois descendre et retourner au village. Mais je vais encore essayer. Ici, dans le camp, il y a des distributions de nourriture, je n'aurais pas aussi souvent besoin d'aller chercher de l'herbe et du bois. Et puis, je ne dors pas parce que ils nous battent aussi la nuit. Je suis fatiguée, je me sentirais plus en sécurité ici». ■

appuyée par des milices, est intervenue massivement dans le corridor qui longe la frontière du Tchad de El Geinina jusqu'au Djebel Moon en février 2008. Les protestations officielles des Nations unies et de MSF n'ont rien changé. La sécurité est un argument très efficace pour éloigner les humanitaires le temps d'une opération militaire ou de police pour éviter des témoins directs. Et quand, malgré tout, des acteurs humanitaires sont directement témoins de ces violences, les risques pour la sécurité de leurs équipes et la crainte de l'expulsion peuvent bloquer toute prise de parole.

De son côté, la Minuad propose de travailler conjointement avec des organisations humanitaires internationales à la mise en œuvre de projets à impact rapide. Certaines organisations acceptent, voire sollicitent cette collaboration. La confusion entre le rôle des uns, d'apporter des secours, et des autres, dont le mandat est de protéger, au besoin par les armes, les populations civiles, est alors entretenue. De même, les forces de police et l'armée proposent leur aide aux humanitaires pour sécuriser des mouvements ou des opérations. Ainsi, dans le grand camp de déplacés de Kalma, au Sud-Darfour, une opération de recensement par une ONG s'est déroulée avec le renfort de forces armées gouvernementales. ■